

## Hausse du prix du timbre, stagnation du livret A : les profits avant l'intérêt général...

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

En ce mois de juillet, deux annonces vont impacter le pouvoir d'achat de la population, notamment les plus pauvres. Début juillet, le ministre de l'Économie, Bruno Lemaire a annoncé la stagnation du taux de rémunération du livret A face à un intense lobbying des banques et de la CDC actionnaire principale de La Poste. Alors que le taux aurait dû mécaniquement atteindre les 4 %, il restera donc à 3 %, pour en même temps baisser le taux du Livret d'épargne populaire de 0,1 %...

Un coup de poignard dans le dos du Livret A.

Les banques contestaient cette augmentation qui mettrait à mal leur profit. Argument renforcé par la litanie plaintive des banques face à des clients préférant un placement sûr comme le livret A plutôt que les assurances-vie. Au vu des profits du monde bancaire ces dernières années, notamment pendant le COVID, on peut douter de la sincérité de cette plainte. Les dividendes bancaires, s'ils n'étaient pas dilapidés sur les marchés financiers, devraient largement permettre de faire face.

La CDC, comme le gouvernement, se réfugiait derrière l'impact négatif sur la construction de logements sociaux. Sur ce dernier argument, l'année dernière face l'augmentation à 3 %, la Banque des territoires, filiale de la CDC, affirmait que cela n'aurait que peu d'impact vu les taux attractifs qu'elle pratiquait. La CDC et son patron Éric Lombard pensaient surtout aux futurs profits amputés de La Banque Postale, un des gros pourvoyeurs de dividendes de La Poste Maison mère

Comme pour toutes les banques, c'est la perspective de réduction des profits qui est passée avant une meilleure rémunération du placement préféré de la population. Le gouvernement a cédé aux sirènes capitalistes et néolibérales. Nous rappelons que La Poste a notamment comme mission de service public « l'accessibilité bancaire », qui passe parfois, pour les plus démunis, par le seul livret A.

Mettre le service public postal la tête sous l'eau.

L'augmentation du timbre va, une nouvelle fois, mettre un coin dans le service public postal. Une augmentation de 10 % de la lettre verte et de la lettre recommandée, services les plus utilisés, va une nouvelle fois faire saigner le porte-monnaie de la population, comme celle des envois de colissimo qui vont augmenter en moyenne de 5,6 %.

Cette augmentation ne se justifie plus, car elle vient à peine compenser la baisse des volumes du courrier. Dans le même temps, La Poste met en place des nouvelles organisations qui contournent le passage quotidien des factrices et facteurs tous les jours et sur tous les points du territoire, pour les lettres ordinaires (vertes) et recommandées. Autrement dit, plus c'est cher, moins on passe.

En tirant les prix à la hausse, La Poste va accélérer fatalement la chute des volumes du courrier.

Comme l'ensemble du service public postal, c'est bien la question des méthodes de compensation et de son montant qui sont à discuter. La priorité est de revenir à l'intérêt général et non pas à celui d'une minorité, alors que la population plébiscite le maintien des services publics dans les territoires, avec la présence humaine et les points d'accès qui vont avec.



**Fédération des activités postales et de télécommunications**

25/27 rue des Envierges 75020 Paris

01 44 62 12 00

[www.sudptt.org](http://www.sudptt.org)

[@fdSudPTT](https://twitter.com/fdSudPTT)

[sudptt@sudptt.fr](mailto:sudptt@sudptt.fr)

[federationSudptt](https://www.facebook.com/federationSudptt)

[federation.sudptt](https://www.instagram.com/federation.sudptt)

Union  
syndicale  
**Solidaires**